

## **Cambodge: Economie récente et développement social**

**Présenté par le Dr Hang Chuon Naron  
Secrétaire Général  
Ministère de l'Economie et des Finances  
A la rencontre du Groupe Consultatif  
Palais du Gouvernement (CDC)  
Phnom Penh, le 2 mars 2006**

C'est un grand plaisir pour moi que de m'adresser à votre distinguée assemblée. Dans mon propos d'aujourd'hui, je voudrais partager avec vous certaines réflexions sur le développement économique et social récent du Cambodge. Je mettrai l'accent en particulier sur les dernières performances macroéconomiques, les avancées dans la réduction de la pauvreté et dans la réalisation des principaux indicateurs sociaux, en particuliers dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Je traiterai également des principaux défis au développement auquel le Cambodge doit faire face et aborderai quelques politiques fondamentales pour une croissance économique durable.

### ***1. Les dernières performances économiques***

Permettez-moi de commencer par rappeler rapidement les évolutions économiques récentes.

Le Cambodge a traversé un long tunnel depuis la normalisation de sa situation politique en 1993. A partir d'un niveau zéro, le pays a rebondi vers la normalité et rebâti de nombreuses institutions détruites et a restauré ses capacités humaines et Institutionnelles dans différents domaines. La réapparition d'une aide extérieure longtemps refusée a accéléré notre rétablissement.

Des progrès incontestables ont été réalisés dans la gouvernance et la gestion économique. Des changements positifs et progressifs se sont nettement manifestés dans nos performances répartis sur plus d'une décennie. Les points qui se dégagent sont :

- La restauration et de grandes améliorations en matière de paix et de sécurité intérieures.
- Le fort enracinement de la démocratie, tant au niveau national qu'au niveau local.
- Des progrès sensibles dans l'Etat de droit et des améliorations dans le maintien du droit et de l'ordre social.
- Une croissance économique spectaculaire et stable.
- Une discipline et une gestion des finances publiques meilleures et constantes.
- Une plus forte intégration régionale et mondiale du Cambodge.
- La réduction marquée et répartie dans l'espace des niveaux de pauvreté.
- L'amélioration quantifiable de divers indicateurs sociaux tels que l'extension de l'éducation primaire; la réduction des ratios de mortalité à la naissance et

pour les enfants en dessous de 5 ans; la réduction significative des infections transmissibles, spectaculaire pour ce qui concerne le VIH/SIDA; l'amélioration de l'accès à une eau saine en milieu urbain, et l'accès aux réseaux d'assainissement en milieu rural; et la réduction des inégalités entre genres dans de nombreux domaines.

**Les performances économiques du Cambodge ont été assez impressionnantes au cours de ces dix et quelques dernières années.** Un cadre de politique macroéconomique sain a été mis en place pour fournir une base solide à une croissance économique continue. Depuis la nomination du Gouvernement Royal du Cambodge en 1993, le PIB a augmenté en moyenne de 5,9 pourcent entre 1993 et 1998. De 1999 à 2005, la moyenne de croissance a été de 7,3 pourcent par an. Ainsi, durant la période 1994-2005, le taux de croissance moyen a été de 7% par an. Par habitant, la croissance a été de 4,5 pourcent par an au cours de cette période.

Ces progrès dissimulent cependant quelques aspects importants :

- La prévalence de la pauvreté est de 34,7 %, plus forte dans les zones rurales.
- Bien que le Gouvernement ait joué un rôle fondamental dans la stimulation du développement économique, par des politiques progressistes, le fait que le Cambodge partait d'un niveau zéro a facilité l'obtention de résultats impressionnants. La poursuite d'une croissance durable va demander une gestion économique plus élaborée.
- La croissance économique a été inégale selon les secteurs, demeurant par là même sensible aux chocs extérieurs; la diversification des sources de croissance sera nécessaire pour maintenir une forte croissance dans l'avenir.
- La croissance a été principalement urbaine, soulignant le besoin de mettre plus intensément l'accent sur le monde rural dans le futur.
- Les réformes en matière de gouvernance n'ont pas progressé au niveau voulu.

Il y a eu une réduction nette et importante des niveaux de pauvreté (11 points, de 39% à 28%) dans les 56% du pays couverts par les enquêtes de 1993 et 2004. Les écarts de pauvreté ne sont pas trop alarmants dans la mesure où une grande proportion des pauvres se trouve près du seuil de pauvreté. Une attention plus forte, plus ciblée sur les zones rurales aurait un impact immédiat et significatif sur la réduction des niveaux de pauvreté.

### ***1.1 Les performances macroéconomiques récentes***

**La croissance du PIB** est estimée à 7 pourcent en 2005, ce qui reflète la forte croissance du secteur agricole, l'expansion continue des exportations, du tourisme et de la construction.

La **valeur ajoutée du secteur de l'agriculture** a augmenté de 4,5 pourcent en termes réels, grâce aux bonnes conditions climatiques avec une production rizicole augmentant de 20 pourcent. En 2005, le Gouvernement a lancé plusieurs projets

d'irrigation à rendement rapide qui ont contribué à l'accroissement de la production de riz.

*L'agriculture* est fondamentale pour augmenter les revenus, en particulier des pauvres dans les zones rurales. Les récoltes totales, en particulier de riz, ont augmenté de manière constante, créant ces dernières années des excédents exportables. La production de paddy par hectare a été améliorée, mais reste toujours en dessous de celle des pays voisins. Plusieurs mesures sont en-cours pour accroître et diversifier la production agricole. Pour ce qui concerne la forêt, de nombreuses anciennes concessions ont été dénoncées pour ne pas atteindre les performances requises, et de nouvelles concessions ont été accordées avec l'obligation stricte de respecter des programmes conformes aux règles relatives aux impacts environnemental et social.

*Le développement rural* a été accompagné par la réhabilitation de nombreuses pistes, la réalisation de marches et la formation dispensée à un grand nombre de responsables villageois. Le crédit rural s'est développé, mais avec des taux d'intérêt encore élevés et une offre encore loin de la demande.

Dans l'avenir, des performances plus importantes du secteur agricole sont attendues; elles résulteront de la réalisation de politiques de rapprochement de la demande et de l'offre, de l'augmentation des investissements dans des infrastructures qui stimuleront la croissance rurale et agricole, poussant vers le haut le PIB et participant substantiellement à la réduction de la pauvreté. La croissance durable à long terme de l'agriculture sera soutenue par des politiques libérales et par l'amélioration de la productivité de la terre et du travail générée par l'intensification de la formation agricole et la recherche, ainsi que par l'adoption de technologies adaptées, le développement de l'agro-industrie, l'élargissement de l'extension des activités des paysans et l'augmentation des investissements dans les infrastructures rurales, tels que le décrit le Plan Nation de Développement Stratégique (2006-2010).

**La production du secteur industriel** a augmenté de 10,7 pourcent en 2005. Les principaux facteurs sous-tendant ce résultat sont : la croissance continue de la production d'accessoires de confection (10,2 pourcents) et l'extension de la construction (13 pourcents).

*L'exploration pétrolière et gazière* dans le Golfe de Thaïlande apporte une forte impulsion au développement économique futur du Cambodge. Le Gouvernement royal du Cambodge a accordé une concession de 6.278 kilomètres carrés (bloc A cambodgien) à un consortium associant Chevron Overseas Petroleum (Cambodge) Ltd, avec 55 % du capital, en tant qu'opérateur, avec la participation au capital de Moeco Cambodia Co. Ltd, une filiale de Mitsui Oil Exploration Co. Ltd (30%) et LG Caltex (15%). En janvier 2005; l'opérateur a annoncé que du pétrole avait été découvert dans quatre puits d'exploration. L'analyse des échantillons a montré une qualité du brut de 44 degrés API. Les résultats préliminaires de ces explorations sont prometteurs. Chevron prévoit de forer 10 autres puits en 2006.

*Les accessoires de confection* restent un secteur dynamique. Les exportations du secteur ont augmenté de 12 % en USD en 2005 (de 1,98 milliards de USD en 2004 à 2,2 milliards de USD en 2005). Ce montant représente environ 80 pourcents du total des exportations cambodgiennes. Des améliorations dans la compétitivité, issues des recommandations de la Banque mondiale contenues dans *l'évaluation de l'environnement des affaires* ont probablement permis de contenir une perturbation anticipée et une relocalisation du secteur. Une amélioration de la situation est attendue en 2006 et pour les années suivantes. Le Gouvernement royal, avec le fort soutien du Gouvernement de Thaïlande, a également engagé des démarches importantes pour attirer les entreprises d'accessoires d'habillement de Thaïlande vers le Complexe industriel de Koh Kong, situé près de la frontière Thaïlande/Cambodge. Ce qui pourrait inciter d'autres unités de production d'autres pays de la région à se relocaliser également au Cambodge pour profiter des économies de regroupement.

Des procédures particulières ont été mises en place pour aider le secteur privé. La part des industries privées dans le PIB est montée abruptement, poussée par la croissance rapide du secteur des accessoires de confection et la construction. Mais une diversification est nécessaire vers d'autres secteurs industriels pour si on veut des performances durables. Le tourisme a augmenté fortement et avec constance. Des dispositions ont été prises pour la promotion maîtrisée des Petites et Moyennes Entreprises (PMEs), qui représentent 90% de l'ensemble des entreprises et la moitié des emplois du secteur privé. Des réformes de politique devraient également attirer les investissements étrangers dans les industries manufacturières à haute intensité de main d'œuvre et dans les activités reliées au tourisme.

*La construction* est également une composante fondamentale du secteur industriel, représentant 22 pourcents des activités manufacturières. Les dépenses pour des projets d'infrastructures financés par le gouvernement, et pour des bureaux ou des logements financés par le secteur privé, ont fourni l'impulsion nécessaire à la croissance dans ce secteur, et ce développement est supposé se poursuivre à court terme. Toutefois, la forte croissance de la construction est principalement limitée à Phnom Penh et à la province de Siem Reap. Les permis de construire délivrés par la municipalité de Phnom Penh ont augmenté de 35% en 2005.

*La réhabilitation de nombreuses infrastructures endommagées*, en particulier de routes, se déroule en général de manière satisfaisante. Les ports de Sihanoukville et de Phnom Penh traitent de volumes de plus en plus importants de marchandises. L'aéroport de Phnom Penh a été considérablement amélioré, avec l'implication du secteur privé par une concession de travail public et d'exploitation (BOT). La distribution d'électricité, tout particulièrement à Phnom Penh et dans quelques grands autres centres, a été améliorée grâce à l'accroissement de la capacité de production et la mise à niveau des réseaux de transmission et de distribution. De nouvelles sources d'énergie sont explorées. La possibilité d'une exploitation des ressources off-shore de pétrole et de gaz que je viens de signaler a considérablement amélioré les perspectives d'avenir du secteur de l'énergie..

Le secteur des services, a également réalisé de bonnes performances, stimulé par un secteur du tourisme robuste et une augmentation des services qui lui sont liés.. La

part des services dans le PIB a augmenté en moyenne de 6,2 pourcents en termes réels pendant la période 1999-2005, avec une valeur ajoutée des hôtels et des restaurants augmentant de 15 pourcents.

**Tableau 1 : Cambodge — arrivées de visiteurs, 1999- 2005**

Mode d'arrivée	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	<b>262.907</b>	<b>351.661</b>	<b>408.377</b>	<b>522.978</b>	<b>455.972</b>	<b>626.121</b>	<b>856.521</b>
<b>Par air</b>	234.383	264.649	274.689	320.187	269.674	316.748	416.396
- Phnom Penh	28.525	87.012	133.688	202.791	186.298	309.373	440.125
- Siem Reap	<b>104.836</b>	<b>114.704</b>	<b>196.542</b>	<b>263.546</b>	<b>245.042</b>	<b>361.238</b>	<b>476.479</b>
<b>Route at mer</b>							
<b>Total</b>	<b>367.743</b>	<b>466.365</b>	<b>604.919</b>	<b>786.524</b>	<b>701.014</b>	<b>987.238</b>	<b>1.421.615</b>

Source : Ministère du Tourisme, 2005.

Le nombre de touristes qui se sont rendus au Cambodge en 2005 a augmenté de 35% (1,4 millions d'arrivées de touristes) par rapport à 2004. C'est la République de Corée qui arrive au premier rang en termes d'arrivées de touristes.

*Les communications électroniques et Internet* ont aussi connu une croissance, bien que leur coût aient à diminuer drastiquement pour promouvoir la compétitivité dans les affaires, et pour devenir accessibles à un public plus large.

La croissance économique durable future au Cambodge dépend largement du succès de la stratégie du Gouvernement et du secteur privé pour diversifier l'économie et élargir les sources de la croissance. Des investissements locaux plus importants, de préférence dans des industries qui font appel aux ressources locales, telles que des PME, devraient être un élément important de la stratégie. Le défi pour le Cambodge est de poursuivre le renforcement de la gouvernance pour attirer plus d'investissements privés et accroître la compétitivité par rapport aux pays voisins. En particulier, le réseau des infrastructures matérielles doit être développé pour servir les besoins commerciaux de l'économie rurale. Les infrastructures, surtout dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ont besoin d'être encore développées. Les initiatives pour continuer à intégrer de Cambodge dans l'ASEAN doivent être accélérées, et spécialement à travers le cadre de partenariat pour la Stratégie de Coopération Economique avec les pays voisins.

Les agréments d'investissements étrangers en 2005 ont augmenté fortement par rapport à 2004. Les propositions d'investissement Incluent le projet de ville nouvelle près de Phnom Penh pour 2 milliards de USD, une raffinerie de pétrole de 200 millions de USD, une cimenterie pour 180 millions de USD, un hôtel et club de golf pour 34 millions de USD, des bureaux pour 30 millions de USD, une station d'énergie thermique pour 27 millions, un port en cale sèche de 19 millions, une zone

industrielle pour 13 millions de USD, une usine de production de cigarettes pour 5 millions et un port en eau de mer à Kampot pour 9 millions de USD.

### ***1.2 Politique budgétaire et performance***

Les objectifs de la politique budgétaire sont de maintenir la stabilité budgétaire avec une augmentation progressive des allocations budgétaires vers les secteurs économiques et sociaux en réduisant et rationalisant les dépenses publiques, en élargissant l'assiette de l'impôt, en évitant les déperditions et en renforçant les administrations des douanes et des impôts, pour recouvrer des revenus supplémentaires. Une politique budgétaire prudente est considérée comme la clef du maintien de la stabilité des prix dans une économie du Cambodge fortement dollarisée.

La politique budgétaire du Gouvernement royal du Cambodge et de garantir un niveau de dépenses publiques compatible avec la stabilité macroéconomique. Le programme de dépenses a été révisé en tant qu'élément d'un ensemble de mesures d'ajustement structurel en cours, visant à promouvoir l'épargne intérieure, les investissements productifs et l'allocation efficiente des ressources.

Les performances budgétaires de 2005 sont encourageantes, avec un recouvrement accru des ressources et une restriction des dépenses. Le budget 2005 a été exécuté avec beaucoup de prudence et de soins, afin de mobiliser une épargne publique complémentaire pour pleinement financer les programmes hautement prioritaires de réforme, tels que la réforme de la fonction publique, dont la rationalisation de la fonction publique, et les investissements, en réhabilitant et en renforçant les infrastructures physiques, notamment les routes et les ponts. Cette approche a permis de garder l'inflation sous contrôle.

Le revenu intérieur en 2005 a atteint 11,7% du PIB, à comparer avec les 11,3% de 2004. le ratio du rendement des impôts par rapport au PIB a augmenté de 8,4% en 2004 à 8,7% en 2005. Les revenus non fiscaux de 2005 sont attendus pour environ 2,5% du PIB.

Les améliorations dans les administrations des douanes et des impôts, la tolérance zéro dans l'évasion fiscale, et les nouvelles dispositions fiscales ont contribué à l'effort de recouvrement de ressources additionnelles. La réforme fiscale se poursuivra, centrée sur le renforcement du respect de l'impôt et l'élargissement de l'assiette. A cet égard, le secteur privé doit aussi jouer son rôle en satisfaisant intégralement à ses obligations fiscales.

Pour ce qui concerne la gestion des dépenses, en mettant en œuvre la réforme de la fonction publique, le GRC a augmenté le salaire des fonctionnaires, en particulier celui des enseignants et des travailleurs de la santé, compte tenu de leurs responsabilités. Cette action est considérée comme un investissement social essentiel pour le renforcement des capacités institutionnelles et devrait avoir un impact à long terme sur les performances économiques.

Le Gouvernement a orienté des ressources considérables vers les secteurs économiques et sociaux au cours de la dernière décennie, dans le but de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les principaux indicateurs sociaux des Objectifs de Développement du Millénaire pour le Cambodge. Pour de l'année budgétaire 2006, le Gouvernement a considérablement augmenté les dotations pour les secteurs économiques et sociaux. Le secteur social a reçu environ 37,1% des dépenses courantes totales (3,7% du PIB), ce qui représente une augmentation de 17,5% par rapport à 2005<sup>1</sup>. Les dotations des secteurs économiques ont également augmenté de 16,1% par rapport à 2005<sup>2</sup>. Tout cela est parfaitement cohérent avec les choix politiques reflétés dans le PNDS.

Globalement, la programmation prudente des dépenses du secteur public et l'augmentation du recouvrement des ressources budgétaires améliorera la balance de base et libérera une épargne publique additionnelle pour les projets hautement prioritaires dans l'objectif ultime de réaliser une croissance durable et non inflationniste.

Je suis convaincu que les participants seront vivement intéressés d'apprendre la situation du **Programme de Réforme de la Gestion Financière Publique**. Je voudrais maintenant résumer les progrès actuellement réalisés dans ce programme.

Le MEF a tout à fait démontré son appropriation du PRGFP, lancé par **Samdech le Premier Ministre Hun Sen** en décembre 2004 lors de la rencontre du Groupe Consultatif.<sup>3</sup> Le MEF a été proactif dans la préparation du PRGFP. Toutefois, une implication encore plus proactive de sa part sera nécessaire tout au long de la période de mise en œuvre du programme. Tous les départements impliqués dans la réalisation du programme ont activement participé bien que certains aient accompli des progrès plus substantiels que d'autres. Globalement, un socle solide a été mis en place sur lequel il est possible de construire.

Un système de pilotage et un cadre ont été mis en place par le biais de 14 indicateurs de mesure des progrès réalisés dans les 27 activités de l'étape une du plan d'action du programme.

De bons progrès ont été accomplis pour 11 des 24 indicateurs. Toutefois, certaines zones de faiblesse demeurent. Pendant que des améliorations ont été accomplies dans le paiement des arriérés, leur stock semble se renouveler après le second trimestre. Il y a eu quelques progrès dans la mise en œuvre d'un budget souple,

---

<sup>1</sup> Les dotations du Ministre de la Santé, du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, du Ministre des Affaires sociales, des Vétérans et de la Réhabilitation et du Ministère des Affaires Féminines ont augmenté de 9,3%, 20,5%, 19,2% et 20,6% respectivement par rapport à 2005 (ce qui représente 1,08%, 1,83%, 0,46% et 0,06% du PIB respectivement)

<sup>2</sup> Les dotations du Ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, du Ministère du Développement rural, du Ministère de la Gestion des Terres, de l'Urbanisation et de la Construction, et du Ministère des Ressources en Eau et de la Météorologie ont augmenté de 13,3%, 34,8%, 58,1% et 3,6% respectivement par rapport à 2005.

<sup>3</sup> Par exemple, le Programme de Réforme de la Gestion des Finances Publiques a été également lancé par les départements du MEF lors de petites cérémonies, en présence des dirigeants du MEF ; en outre, la direction du MEF a lancé le PRGFP par des manifestations publiques en province.

mais une attention insuffisante a été apportée à la maîtrise des engagements et des paiements dans leurs procédures d'approbation tant au MEF que dans les ministères dépensiers, affaiblissant les progrès à plus long terme dans ce secteur. L'absence d'un système intégré de gestion et de programmation de la dette affecte également la prédictibilité du budget en matière de dépenses. De faibles progrès dans la stratégie globale de mobilisation des ressources peut avoir des implications négatives pour la croissance à long terme des ressources et la durabilité des dépenses. L'intégration des dépenses en capital doit être traitée plus rapidement.

Lors des neuf premiers mois de mise en œuvre, 224 actions (88%) des 254 prévues pour la première étape ont été engagées. Parmi ces 224 actions programmées, 35 actions (16%) ont été achevées, pendant que 173 actions (77%) sont en-cours et 16 actions (7%) n'ont pas encore commencé. Parmi les 173 actions dont le lancement a été fait selon le calendrier, l'avancement de 25 actions (14%) est inférieur aux prévisions. Les domaines principaux où le glissement peut affecter la réalisation des objectifs de la première étape comprennent le retard dans le développement d'un système intégré de reporting pour les projets d'investissement, ainsi que d'un cadre fiable d'analyse des relations macro budgétaires et de préparation de prévisions budgétaires incluant la réalisation du rapport financier du Gouvernement (TOFEGFS). Les dispositions institutionnelles relatives à la programmation de la consolidation de la dette et sa gestion restent obscures. Le travail sur les procédures de lissage des engagements et des paiements pour une mise en œuvre souple du budget reste à entreprendre. Des progrès satisfaisants ont été réalisés dans l'identification des nombreux comptes en banque détenus par le secteur public, mais le travail de consolidation a échoué dans l'intégration des comptes des donneurs.

D'autre part, le travail sur le système intégré de gestion des finances publiques (IFMIS) et les mesures de développement des capacités avancent plus lentement qu'espéré, à cause des capacités limitées du nouveau bureau des Technologies de l'Information, des départements et de l'Institut de l'Economie et des Finances. Malgré ces difficultés, un projet a été mis au point et sera proposé à la direction pour approbation sous peu. Un problème critique dans ce domaine est l'absence d'un consultant compétent.

Le Gouvernement continue à explorer les possibilités de poursuite de l'assistance technique de la part de la Banque asiatique de Développement pour mettre en place un cadre analytique macro budgétaire. Le recrutement d'un consultant pour assister le développement des Technologies de l'Information est en-cours. La BAD est également en-cours de recrutement d'un consultant pour préparer l'évaluation de la gestion de la dette. Le recrutement d'un consultant pour améliorer le système de paiement est également en-cours.

Les partenaires au développement sont convenus que le Fonds multi donneurs (MDTF) ne serait réellement en place que si le GRC donnait son accord pour l'alimenter d'au moins 20% du coût total de la première étape, et par l'acceptation par le GRC du Système de Paie Base sur le Mérite (MBPI) en tant que réforme officielle. Il y a plusieurs options pour canaliser la contribution financière du GRC vers le MBPI, y compris à travers les allocations du MEF aux Groupes de Missions

Prioritaires (PMG) et l'utilisation de la contrepartie du MEF pour financer le programme.

Le Gouvernement a, engagé un certain nombre d'actions de soutien reposant largement sur l'accord GRC-DP sur les MBPI, pour garantir que l'impact sur le développement du MBPI sera maximisé. Ces actions incluent :

- Un MEF travaillant en coordination avec le Conseil pour la Réforme Administrative (CAR) pour un contrôle étroit de l'application ; ce qui comprend le pilotage d'un registre mis en place au MEF 6 mois après le début du MBPI.
- Une analyse fonctionnelle du MEF qui doit être achevée dans les 6 premiers mois de l'opération MBPI, pour informer sur la stratégie de changement organisationnel qui doit commencer avec l'étape 2 du PRGFP.
- Une analyse de la durabilité budgétaire qui doit permettre d'analyser l'extension du MBPI à un ensemble plus vaste de responsables du MEF, ainsi qu'à des responsables d'autres ministères impliqués dans le PRGFP, et la prospection pour l'extension d'un MBPI expérimental à d'autres ministères. Cette analyse devra être conduite en tenant compte de tout autre ajustement de rémunération au sein de la fonction publique.
- Un rapport du MEF recommandant des améliorations indemnitaires pour juillet 2006, pour une mise en œuvre dans les 6 mois qui suivront le lancement du MBPI
- Une stratégie intégrée développée par le MEF pour traiter les réactions potentiellement négatives provenant d'un grand nombre de responsables dont la demande de participer au processus du MBPI n'auraient pas été retenue.

En simulant sur les 5 années de l'horizon du Cadre de Développement Financier, un scénario de base qui porterait la couverture du MBPI à 900 bénéficiaires en 2009 aurait un coût cumulé de 8,6 millions de USD, dont 4,9 seraient couverts par les donateurs. Un scénario plus ambitieux qui aurait 1.200 bénéficiaires coûterait 11,7 millions de USD dont 6,6 pour les donateurs. Un scénario bas qui n'augmenterait pas le nombre actuel de 300 bénéficiaires coûterait 5,1 millions dont 3,2 aux donateurs. Plusieurs facteurs conduiront à décider de l'espace qu'occupera le MBPI, parmi lesquels les résultats de l'analyse de la durabilité budgétaire, les revues à la fois du vaste programme de réforme et du MBPI lui-même, et du contexte plus vaste de la réforme de la fonction publique cambodgienne.

La réforme en-cours de la structure du Gouvernement est primordiale pour renforcer l'impact du MBPI. Plusieurs nouveaux départements ont été créés, comme celui de l'audit interne et des recettes non fiscales. Un nouveau département des politiques économiques et de finances publiques a été créé par fusion du département de l'analyse économique et de l'unité de pilotage. Le département du budget et des affaires financières a été réorganisé en un département du budget et un département des affaires financières. L'unité des devises a été transférée au Trésor.

Globalement, le MBPI a favorablement progressé. Les procédures de sélection ont débuté et les candidats retenus ont commencé à percevoir les améliorations de salaire.

### ***1.3 La politique monétaire et ses performances***

La masse monétaire (M2) a augmenté de 20% en 2005, à cause de l'accroissement des dépôts en devises et du crédit au secteur privé. Les dépôts en devises, la composante la plus importante de la masse monétaire, ont atteint un record de croissance de 20%, traduisant la confiance du public dans le secteur bancaire et dans la politique économique du Gouvernement royal. Le crédit au secteur privé a augmenté de 40%, poussé par la construction d'hôtels et de logements. Le capital et les réserves du système bancaire continuent à augmenter, jusqu'à 9 ; 6% par rapport à l'année précédente, du fait que les banques ont consolidé leurs capitaux en conformité avec la récente loi sur les exigences en capital. Les réserves officielles brutes ont augmenté de 12%, traduisant les fortes performances à l'exportation, les arrivées soutenues de touristes et les entrées de capitaux, incluant les Investissements Directs Etrangers.

Malgré le prix élevé du baril, le Gouvernement a réussi à maîtriser l'inflation et à maintenir un taux de change stable. L'inflation a atteint 5,8% à la fin de 2005, ce qui est plus que la moyenne des 5 dernières années, à cause de l'impact du prix du baril. Le riel cambodgien s'est déprécié marginalement de 4.110 riels par USD à la fin de 2005 à comparer à 4.035 riels à la fin de 2004.

### ***1.4 Les performances du secteur extérieur***

Les performances du secteur extérieur en 2005 ont montré des signes de résistance, malgré les hauts prix du baril. Les estimations pour 2005 montrent que la balance des paiements enregistrerait un excédent de 1,1% du PIB, à comparer avec l'excédent de 0,9% par rapport au PIB de l'année précédente. Cette amélioration résulte principalement d'un plus grand flux de capitaux et dans les comptes financiers. Les avoirs extérieurs bruts ont augmenté jusqu'à couvrir plus que 2,5 mois d'importation de biens et services à la fin de 2005.

Le déficit du compte courant, excluant les transferts publics, a augmenté de **-9,9%** du PIB en 2004 à **-10,30%** du PIB en 2005, traduisant l'impact du prix élevé du baril et la réduction des ressources nettes. Les exportations nationales ont augmenté de 9,8%, pendant que les importations augmentaient de 17,6%<sup>4</sup>. L'exportation de textiles, de vêtements et de chaussures, qui compte pour plus de 70% dans les exportations cambodgiennes, ont continué à croître. Les exportations en dehors des accessoires d'habillement sont considérées comme ayant augmenté plus rapidement que le secteur des accessoires d'habillement, bien que d'un niveau très bas; mais elles représentent environ 13% du total du produit des exportations cambodgiennes. Ce groupe comprend des productions agricoles comme le caoutchouc, les produits dérivés du bois, de la pêche, et le riz. Dans le but de réduire la dépendance de l'économie de l'exportation d'un seul produit, et pour utiliser le riche potentiel agricole du pays d'une façon plus dynamique, le Gouvernement a fortement encouragé l'investissement dans le secteur agricole et les agro-industries.

---

<sup>4</sup> Estimations provisoires

Un accord sur le rééchelonnement de la dette avec les USA et la Russie peut réduire les échéances, mais il peut également augmenter le montant des intérêts. Le remboursement de la dette extérieure du Cambodge a un impact important sur l'exécution du budget et par conséquent sur la trajectoire de la réduction de la pauvreté. En 2008, après le rééchelonnement des engagements d'avant 1993, la dette extérieure du Cambodge est estimée à environ 43% du PIB, avec un ratio du service de la dette d'environ 2,6 %. Toutefois, la charge budgétaire du fardeau de la dette est élevée, étant donné le faible niveau du ratio des revenus par rapport au PIB. Mais le Cambodge continuera à gérer prudemment sa dette extérieure et à éviter strictement tout financement à des conditions non concessionnelles.

### ***1,5 Evaluation des Institutions Financières Internationales***

Le bureau exécutif du Fonds Monétaire International a accepté la remise de la dette du Cambodge en décembre 2005, dans le cadre de l'initiative multilatérale de remise de dette. En tant que partie à cette initiative, le FMI fera remise de 100% de la dette du Cambodge vis à vis du FMI avant le premier janvier 2005. La remise de dette s'élèvera à 82 millions de USD. La communauté internationale a rendu ces ressources additionnelles disponibles pour aider le Cambodge à accélérer sa marche vers la réalisation de ses Objectifs de Développement du Millénaire.

Le Cambodge a été éligible à la remise de dette du FMI grâce à la satisfaction globale récente de ses performances macroéconomiques, à ses avancées dans la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la gestion des dépenses publiques. Depuis 1999, le Cambodge a bénéficié d'une solide expansion économique, avec une croissance annuelle en moyenne de 7% et une inflation sous contrôle.

Pendant cette période, le Gouvernement royal a fait preuve d'un engagement marqué pour mettre en application la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, et améliorer son administration, en particulier la gestion des dépenses publiques. Les performances dans ces domaines fournissent l'assurance que les ressources rendues disponibles grâce à l'Initiative Multilatérale en Faveur de la Dette seront utilisées avec efficacité.

## **II. La réduction de la pauvreté et le développement social**

La réduction de la pauvreté est le cœur des politiques et stratégies de développement du Gouvernement royal. **La Stratégie Rectangulaire**, lancée par **Samdech le Premier Ministre Hun Sen**, vise spécifiquement la croissance économique, le plein emploi des travailleurs cambodgiens et une distribution équitable des fruits de la croissance, tout en assurant la justice sociale et en renforçant l'efficacité du secteur public.

Au Cambodge, la pauvreté est tombée de 10 à 15% entre 1994 et 2004. Selon de la récente Enquête Socio Economique (CCES), le ratio de pauvreté par habitant est descendu d'environ 47% en 1994 à 35% en 2004. La consommation des ménages a augmenté de 32% en termes réels. 90% des pauvres vivent dans les zones rurales.

Les foyers pauvres ont une plus forte dépendance et un manque de ressources, dont de capital; ils ont tendance à être illettrés, sans compétences et en mauvaise santé. Les problèmes critiques des pauvres des milieux urbains tournent autour de la sécurité du logement et les opportunités de revenus.

En terme de développement humain, le secteur de l'éducation est un succès, avec beaucoup d'indices qui montrent une nette amélioration et un niveau de collaboration élevé entre les différents partenaires, à travers une approche large du secteur (Sector Wide Approche, SWAP). Les succès obtenus à travers la réforme du système éducatif au cours de ces 5 dernières années ont été très significatifs. En 2001, le Gouvernement a supprimé les contributions de début d'année des niveaux 1 à 9, ce qui a engendré l'inscription d'environ 0,6 million d'étudiants. Plus encourageant, le nombre d'étudiants des communautés les plus pauvres a augmenté d'environ 0,5 million au cours des 4 dernières années.

L'accent mis sur l'enseignement primaire, appuyée par une augmentation des dépenses publiques, a eu pour résultat un nombre plus grand d'écoles et d'enseignants formés, ainsi que des coûts plus faibles pour les ménages et des inscriptions en augmentation. Les inscriptions ont augmenté tout particulièrement chez les flues et chez les ménages pauvres. Depuis 2000, les inscriptions scolaires dans le primaire sont passées de 2,2 millions à 2,7 millions, avec une majorité de l'augmentation provenant des pauvres et des zones rurales. Le ratio global d'inscriptions nettes dans le primaire a augmenté de 84% à 91% pendant le même période. L'augmentation (de 8 points) a été plus importante chez les flues, en particulier dans les zones rurales éloignées. Dans les zones éloignées, le ratio global net d'inscription est passé de 62 à 79% au cours de la même période grâce au rapprochement de l'école vers la maison. Le nombre d'écoles primaires des zones éloignées est passé de 318 à 473 au cours des 4 dernières années. Un facteur contributif additionnel a été une campagne publique d'information performante sur les avantages d'une Inscription précoce, ainsi que la sensibilisation de la population sur la nouvelle politique du Gouvernement. Le nombre d'enfants obligés de redoubler est tombé de 26% des inscriptions en 1997 à 10% en 2003. des préoccupations demeurent cependant quant à la qualité de l'éducation à tous les niveaux et doivent être traités.

Pour l'enseignement secondaire inférieur, les performances ont aussi été améliorées de manière significative depuis 2000, avec des inscriptions dans les niveaux de 7 à 9 augmentant d'environ 284.000 à 460.000 (62%). Le nombre de classes secondaires est passé de 508 à 688, principalement dans les communautés rurales et éloignées précédemment non équipées. Pendant que le ratio brut d'inscription augmentait de 27 à 39%, le ratio net d'inscription augmentait plus lentement, passant de 17 à 21%. La croissance des inscriptions montre quelques signes de plafonnement, avec seulement 11% d'augmentation l'année dernière. Le nombre de files inscrites est passé de 105.000 à 193.000 (88%). Cependant, le passage du primaire au secondaire inférieur se montre stagnant, après une augmentation initiale entre 2000/01 et 2001/02. Le Gouvernement reconnaît le besoin de continuer à réduire les coûts pour les famille pauvres, afin de soutenir la demande. En 2003, le

Gouvernement a introduit des bourses ciblées vers les pauvres, les filles et les écoliers d'ethnies minoritaires des niveaux 7 à 9.

Les inscriptions dans le secondaire supérieur sont passées d'environ 105.000 à 154.000 au cours des quatre dernières années. Le ratio net d'inscription est toutefois resté assez stable, autour de 7 à 8%. Les filles et les minorités ethniques sont de manière significative sous-représentées, avec un pourcentage de filles autour de 33%. La principale contrainte est le manque d'écoles secondaires inférieures et supérieures dans les zones rurales et dans les districts et communautés d'ethnies minoritaires. Par exemple, 53 des 185 districts (30%) n'ont pas d'offre pour le secondaire supérieur, ce qui est une raison majeure pour le passage stagnant aux niveaux 9 et 10. Les priorités stratégiques du Gouvernement sont donc de mettre en place dans tous les districts et les provinces un enseignement secondaire supérieur de qualité pour assurer un accès plus égalitaire à l'éducation post-basique et des emplois rémunérés.

La principale stratégie pour améliorer la qualité de l'enseignement post-secondaire est de construire un partenariat public/privé renforcé en permanence pour étendre une offre d'enseignement supérieur de qualité. Avant 1999, les possibilités de formation supérieure étaient en petit nombre et limitées à Phnom Penh, sous formes d'instituts focalisés dans la production d'agents destinés aux services gouvernementaux. Une croissance spectaculaire de l'enseignement supérieur a été constatée ces cinq dernières années, la part principale de cette croissance provenant du secteur privé. Les inscriptions courantes dans l'enseignement supérieur sont de l'ordre de 45.000 avec une estimation de 25.000 étudiants dans les établissements publics. Toutefois, la majorité des étudiants de l'enseignement supérieur proviennent de Phnom Penh et des provinces les plus urbanisées. Les femmes continuent à être de manière significative sous-représentées, à cause de leur faible taux d'inscription et par conséquent de leur faible taux de diplôme à partir du niveau 12.

La qualité et l'efficacité des services d'enseignement continuent à s'améliorer. Le nombre d'enseignants du primaire a augmenté d'environ 42.000 en 1999/2000 à 47.000 en 2002/03. Le nombre d'enseignants formés pour le secondaire est passé de 17.800 à 22.700 pendant la même période, avec une augmentation de la portion d'enseignants ayant une formation secondaire supérieure ou des qualifications supérieures. Afin de soutenir ces améliorations, le Gouvernement met en œuvre des mesures complémentaires. Par exemple, le programme d'indemnités et d'incitations liées au redéploiement des enseignants a été augmenté. Le programme d'indemnités pour le développement des enseignants a augmenté de 10% en 2003, avec un accent sur le développement des enseignants en poste et la formation à la gestion des écoles.

Un certain nombre d'indicateurs du programme montrent des progrès permanents dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Les livres scolaires sont restés dans la politique de ratio par élève et par matière dans l'enseignement primaire et dans le secondaire inférieur. Les dotations budgétaires ont été introduites et maintenues depuis 2001/02 pour les activités scolaires et les fournitures de base, la formation des enseignants, le pilotage du programme et les indemnités basées sur

les performances des agents, en particulier des directeurs d'école. En outre, le Gouvernement a engagé des actions pour renforcer les normes et la gouvernance dans les écoles. Le pilotage des standards continuera à être renforcé pour assurer le maximum d'impact pour les dépenses faites par le Gouvernement dans l'enseignement. Une priorité relative est cependant de renforcer les systèmes de gouvernance qui responsabilisent mutuellement vers des résultats les écoles et les communautés.

Dans le secteur de la santé, des progrès significatifs ont également été accomplis. L'épidémie de tuberculose montre une tendance à la baisse. Il y a également des améliorations dans la production des services de soins médicaux, en particulier pour la Santé de la mère et de l'enfant, une augmentation de la mise à dispositions des soins par des structures formées, et la délivrance de soins de santé primaire, secondaire et tertiaire. Tous les indicateurs de santé montrent une amélioration considérable (par exemple le taux de vaccination, les visites prénatales et les soins curatifs), mais restent cependant élevés dans beaucoup de cas et ne supportent pas la comparaison avec les pays voisins. La malnutrition infantile reste sérieuse et l'incidences des maladies pouvant être prévenues sont encore à un niveau inacceptable. Un taux élevé de mortalité maternelle est en particulier préoccupant. Une étude réalisée en 2004 montre que le taux de mortalité infantile a baissé de 93 pour 1000 à 66 en 2003, et que le taux de mortalité en dessous de cinq ans a baissé de 124 en 1998 à 97 en 2003. La même étude estime qu'entre 1998 et 2003, l'espérance de vie à la naissance pour les males est passée de 52 à 60 ans, et pour les femmes de 56 à 65 ans. Ces estimations seront vérifiées et les résultats validés fin 2006.

Nous sommes fiers du fait que le Cambodge est un des trois pays en voie de développement du monde qui ont réussi à bloquer la croissance de l'épidémie de HIV. Un spectaculaire succès est la diminution rapide du taux de prévalence du VIH/SIDA, (baissé à 1,9% chez les adultes âgés de 15 à 49 ans, à comparer aux 3% de 1997) grâce à l'engagement du GRC très ciblé, et à l'excellente collaboration avec et parmi les partenaires extérieurs au développement.

Le Gouvernement est conscient du fait que le déploiement d'un système adapté et de qualité de santé pour fournir des soins de santé de qualité de préférence aux pauvres, est nécessaire mais pas suffisant. Bien que les services de soins de santé aient un impact significatif sur l'amélioration des indicateurs de santé, ils ne sont pas les seuls facteurs d'une bonne santé. Il y a d'autres facteurs sociaux, économiques et environnementaux qui influent sur la santé. Un défi fondamental pour l'amélioration de la santé est la mobilisation d'interventions multisectorielles. Par exemple, le ministère de l'Education joue un rôle très important en apportant aux jeunes et aux adolescents une éducation sur la santé de la reproduction, la sexualité et le VIH/SIDA. L'amélioration des conditions de vie, y compris la nutrition, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, une meilleure information et des connaissances, et des changements adaptés dans les attitudes et les comportements par rapport aux facteurs de risques, auront un impact marquant sur la santé.

Compte tenu du fait que seulement 20% de la population a habituellement recours aux soins prodigués par les services publics de santé, il y a une large place pour intégrer le secteur privé dans les activités publiques de santé. Des interventions publiques sont nécessaires comme la régulation du secteur privé, pour garantir les normes de soins prodiguées par les opérateurs privés, et comme la promotion de partenariats entre les secteurs public et privé dans la production des services. Une approche innovante est la contractualisation avec des ONG, de la gestion de services publics de santé pour améliorer la gouvernance et la gestion des services de santé publique.

En dehors de l'enseignement et de la santé, des progrès marqués ont été accomplis dans l'égalité entre les genres. Déjà la participation des femmes dans la force de travail totale a augmenté grâce au grand nombre de femmes employées dans les entreprises d'accessoires de confection, en croissance rapide.

La réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Cambodge dépendent de manière critique de la réalisation de progrès significatifs et constants dans plusieurs sphères socioéconomiques telles que: une croissance macroéconomique solide et équitable; une forte maîtrise de l'inflation ; des progrès notables dans la production agricole et la productivité; la protection et l'amélioration de l'environnement; le renforcement et l'amélioration des infrastructures; une croissance industrielle robuste, la création d'emplois et de revenus; des réformes de l'administration publique et de la Justice; une augmentation rapide des investissements privés; une croissance nette du commerce ; et une augmentation du secteur des services y compris du tourisme.

### ***III. Les perspectives***

La Stratégie Rectangulaire adoptée en 2004 dégage les buts et objectifs du Gouvernement royal. Ils seront rendus opérationnels et mis en œuvre à travers le PNDS (2006-2010). Le GRC s'est entièrement engagé sur quelques principes de base pour faire avancer le pays, tels que: le respect strict de la démocratie dans la gouvernance, avec une liberté d'expression large et garantie; la stabilité politique et l'Etat de droit, l'égalité et la sécurité publique; une administration entièrement responsable, responsabilisée, effective et transparente, et prévisible; la stabilité macroéconomique, et des infrastructures, aussi bien qu'un climat incitatif pour l'épanouissement du secteur privé, ainsi que des dispositions pour les services sociaux essentiels pour la formation de capital humain et sa valorisation.

Avec la paix et la stabilité intérieure solidement implantées, des améliorations dans la sécurité publique et une solide croissance économique au cours de ces dernières années, le Cambodge est parvenu à un point critique pour de futurs progrès encore plus rapides. Ces dix prochaines années représentent une *décennie d'opportunité* pour atteindre les objectifs ambitieux de développement du millénaire et améliorer le sort des pauvres et des vulnérables. Les directions politiques qui encadrent la mise en œuvre du PNDS incluent :

- La réduction des facteurs de pauvreté et une sensibilité à l'équité, au sein de toutes les actions.

- La poursuite des réformes dans tous les secteurs, queues que soient les douleurs a supporter dans le court terme.
- La poursuite et la favorisation d'une croissance économique robuste et équitable, répartie harmonieusement dans l'espace et entre les différents secteurs.
- L'augmentation significative des investissements dans les secteurs productifs et dans le développement humain.
- La ciblage sur les populations les plus nécessiteuses et les moins bien desservies.
- La concentration sur les activités bien sélectionnées, sur les alternatives peu coûteuses présentant un retour sur investissement rapide et élevé, pour un effet profond et positif sur la situation de la pauvreté.
- L'optimisation des facteurs de production.
- Dans les zones rurales en particulier, l'utilisation autant que possible de technologies a haute intensité de main d'œuvre comme la construction pour maximiser l'emploi et le revenu des ménages.
- L'accent sur le renforcement des capacités dans tous les domaines.

La diversification au sein des industries d'accessoires d'habillement, aussi bien que le développement de nouvelles industries sont essentiels pour réduire la vulnérabilité du Cambodge aux chocs extérieurs. Le 15 mai 2002, au cours d'une rencontre avec les investisseurs, **Samdech le Premier Ministre Hun Sen** a dévoilé sa stratégie pour diversifier l'économie cambodgienne. Il a mis l'accent sur le fait qu'en dehors de l'assistance à l'ajustement et la poursuite du développement des industries d'accessoires d'habillement, le GRC accorderait la priorité à d'autres industries à haute intensité de main d'œuvre, comme le jouet, la chaussure, et le montage d'appareils électriques et électroniques à usage ménager ou industriel. Il est également important de développer des industries domestiques afin de réduire la dépendance du Cambodge vis à vis d'intrants importés. Toutefois, le développement de produits de grande qualité nécessitera des investissements en technologie, en formation et en contrôle qualité.

Aussi, bien qu'il y ait une apparente abondance de main d'œuvre au Cambodge, elle est relativement incapable d'utiliser des machines et des équipements industriels sophistiqués. Trop peu a été investi dans la formation des personnels pour leur donner des compétences transférables au sein de l'industrie. Des personnels plus qualifiés permettront des conditions de travail plus satisfaisantes et plus productives, qui, en retour, conduiront à une augmentation de la production.

Un facteur crucial de la stratégie de développement est le relèvement de la compétitivité internationale du Cambodge par la mise en place d'infrastructures matérielles pour répondre effectivement au besoin croissant de services de base, tels l'eau à bas prix ou la fourniture de courant électrique, des informations financières et de gestion, et les communications électroniques. La priorité dans la réhabilitation d'infrastructures comprend les routes principales et secondaires, les voies ferrées, les aéroports, les ports, les systèmes d'irrigation, les communications électroniques, la production d'électricité et les réseaux de distribution, etc., avec un maximum d'attention porte sur l'attraction du secteur prive pour la réalisation de

d'investissements, chaque fois que possible, dans le cadre de concessions de travaux publics et d'exploitation (BOT). Prenant l'exemple des expériences positives des pays voisins, le Cambodge va mettre en place des Zones Economiques Spéciales pour encourager les exportations (voir **annexe 1**).

Les perspectives d'exploitation de pétrole et de gaz off-shore sont brillantes. Le GRC va lancer des études spéciales et mettre en place les infrastructures nécessaires pour optimiser l'utilisation de ces précieuses ressources et les revenus qui en couleront.

Attirer le secteur privé, aussi bien local qu'étranger, et d'une importance primordiale pour accélérer le développement économique. Le GRC éliminera énergiquement et rapidement les principaux obstacles actuels y compris les délais d'approbation et le «coût élevé des transactions» et améliorera le climat général par différentes réformes de la gouvernance. Les PME's feront l'objet d'une attention spéciale, incluant un accès meilleur et plus rapide aux financements à moyen et long termes.

Les opportunités de commerce avec les pays voisins et les autres ont été améliorées, mais ne sont pas encore correctement concrétisées pour exploiter complètement les avantages comparatifs du pays et sa compétitivité. Des réformes pour rehausser la participation du secteur privé concerneront également les enjeux du commerce.

Le Gouvernement est conscient qu'une croissance rapide de sa population peut lui faire manquer ses perspectives. La politique de la Population Nationale conçue pour augmenter la qualité de vie de tous les Cambodgiens sera mise en œuvre pour fournir information et connaissances à tous les couples et les rendre capables de choisir le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances, et pour leur fournir les services et produits nécessaires pour atteindre ces buts.

## **Annexe I.**

### **Zone Economique Spéciale et Corridor de Croissance**

En décembre 2005, le GRC a pris un décret sur la mise en place et la gestion de Zones Economiques Spéciales (ZES), dont le but est de fournir aux investisseurs les infrastructures adaptées et les activités de soutien. Dans le cadre de cette politique, le Gouvernement Royal du Cambodge a identifié les pôles de croissance suivants de développement industriel Poipet (proche de la frontière Thaïlande/Cambodge), Bavet (à la frontière Vietnam/Cambodge) et Sihanoukville.

Les ZES ont pour objet de développer des espaces proches des frontières avec les pays voisins, et de les orienter vers des zones de développement agricole, industriel et commercial. Des ressources telles que les communications électroniques, l'alimentation en eau et en électricité, aussi bien que des services domestiques et sociaux, une infrastructure légale, seront mobilisés pour dynamiser les activités économiques dans ces espaces.

La raison principale liée à la mise en place de ces ZES est de répondre concrètement au défi de la diversification de l'économie du Cambodge et de promouvoir un développement tiré par la demande, comme la transformation d'aliments et la promotion des exportations.

#### ***Le potentiel en industries manufacturières de Sihanoukville***

La ZES de Sihanoukville est opérationnelle depuis quelques années. Un objectif principal de cette ZES de Sihanoukville est d'attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE). L'amélioration des services du port est fondamentale pour renforcer la compétitivité marginale de Sihanoukville en temps que portait commercial International. La réalisation de routes de liaison, en particulier la Route nationale n° 48, est essentielle pour fournir à Sihanoukville un avantage financier, renforçant la liaison avec la Thaïlande et donnant une impulsion au développement futur. La ZES pourrait alors être effective pour attirer des IDE dans des entreprises par lesquelles la liaison avec les ressources locales pourrait être sécurisée, comme la transformation de fruits et de produits de la mer disponibles localement.

La ZES de Sihanoukville sera une zone stratégique pour le Cambodge pour diversifier ses industries d'exportation et les services liés, et par-là même, faciliter des activités économiques variées et créer de nouveaux emplois pour les Cambodgiens. L'accent sera mis sur la promotion de catégories d'entreprises et de services non disponibles actuellement au Cambodge. L'exportation sera une composante essentielle de la ZES. Parallèlement, la ZES cherchera également à reconquérir le marché local avec des produits fabriqués au Cambodge. Le tableau ci-dessous décrit les potentialités pour localiser différents types d'industries dans la ZES.

## Types d'industries et de services devant être attirés par la ZES

Division par zone	Catégorie d'industrie prospectée	Types d'industries spécifiques
Free Zone (FZ)	Non traditionnelles, orientées vers l'export et industries a haute intensité de main d'œuvre	Usines d'accessoires de confection (haute à moyenne technicité), chaussure
		Jouets en bois, en peluche et plastique
		Equipements électriques / composants
		Organes de machines
		Organes d'automobiles et comme les câblages électriques et accessoires
		Produits céramiques tuiles céramiques tuiles etc.
		Produits en caoutchouc - gants chirurgicaux et médicaux, préservatifs
	Produits en papier - matériaux d'emballage et de conditionnement conteneurs en papier	
	Haute valeur ajoutée, orienté vers le recyclage industries a haute intensité de main d'œuvre	Moteurs de voitures et de motos d'occasion pour réassemblage, retraitement et recyclage
	Commerce international	Services temporaires — stockage libre de biens pour transbordement
Zone de promotion (PZ)	Orientées vers l'export (traditionnelles) et de main type a haute intensité de d'œuvre	Accessoires de confection - vêtement de sport, chemises, pantalons vêtements d'enfants et uniformes
		Chaussures- en cuir et en plastique
	Orientées vers l'export, substitution partielle aux imports, industries utilisant les ressources locales	Transformation de produits agricoles – transformation de fruits, légumes et noix
		Ensembles d'équipements électriques – machines á laver, réfrigérateurs, ventilateurs électriques
		Assemblage de machines – petites pompes, groupes électrogène et moteurs
		Transformation des métaux – feuilles d'acier galvanisé, travail des feuilles, matériaux de construction

A long terme, la croissance des centres urbains, en particulier des ZES, induira une demande croissante en produits locaux et élargira les liens avec les industries secondaires. La préservation de l'environnement sera une principale priorité, même Si le développement et l'urbanisation s'accélèrent dans les ZES. En particulier, des

efforts seront faits pour garantir la soutenabilité des ressources locales comme les forêts et les ressources marines.

## **Stratégies pour le développement des ZES**

### **Renforcement de la compétitivité de l'industrie des accessoires de confection**

L'objectif de l'industrie des accessoires de confection est de donner une forte impulsion en direction des marchés extérieurs. Il est nécessaire, pour stimuler la valeur ajoutée des produits, de les rendre plus compétitifs sur le marché des prix intermédiaires. Dans cette optique, le développement des industries manufacturières des matériaux auxiliaires tels que les rubans, les boutons et les cols et autres accessoires de confection, sera important. Un support à l'incubation d'entreprise, provenant d'initiatives cambodgiennes, sera essentiel pour élargir la base de l'industrie cambodgienne des accessoires de confection et pour lancer un nouveau processus d'accumulation industrielle. Il est impératif de s'écarter de l'actuelle production manufacturière reposant sur des contrats pour aller vers des marchés à l'exportation, pour lesquels le renforcement de la capacité en marketing sera nécessaire.

### **Le recyclage d'engins d'occasion; l'automobile, les équipements électriques et les ordinateurs**

Un grand nombre d'engins d'occasion, en particulier des automobiles, des équipements électriques et des ordinateurs, sont disponibles ou mis au rebut au Japon ou dans d'autres pays développés. Ces engins usages peuvent avoir une grande valeur si des ensembles réutilisables sont sélectionnés, réparés ou réglés, ou démontés pour en extraire des organes réutilisables. Des machines ou des organes recyclés peuvent être distribués au Cambodge ou réexportés dans les pays voisins. Le Cambodge peut abriter de telles fonctions et servir de point de passage vers le marché indo-chinois. Une zone de libre échange fournira un excellent site pour montrer et vendre des équipements reconditionnés. Il faudra prendre en compte les problèmes de sécurité et d'environnement, et des pratiques saines et amiables pour traiter des machines usagées.

### ***La promotion de l'agro-industrie***

La transformation de produits agricoles en produits industriels ou semi-industriels est réalisée par l'agro-industrie. L'introduction de l'agro-industrie augmentera la valeur des produits de l'agriculture et de la pêche. Le domaine potentiel de l'agro-industrie sera les produits de la mer, comme les poissons, les crevettes, les mollusques et les coquillages, ainsi que les fruits et légumes.

### ***La promotion de l'industrie d'assemblage***

L'assemblage est une industrie à haute intensité de main d'œuvre, demandant une main d'œuvre bon marché, mais de qualité. Sans une accumulation de savoir-faire

industriel plus importante, il ne sera pas possible au Cambodge de manufacturer des produits élaborés à partir de zéro. Toutefois, une production sur la base de «knockdown ou semi-knockdown» pourrait être lancée comme une expérience d'accumulation de compétences. Les possibilités incluent les industries d'équipements électriques, les engins de transport et l'assemblage de machines, le câblage automobile, etc.

### ***La reconquête du marché intérieur***

#### *Les minéraux et les produits provenant de l'agriculture*

Le Cambodge importe différents produits y compris des produits dont la base brute est disponible localement. Les produits provenant de l'agriculture, tels les aliments transformés, représentent plus de 3% des importations totales, et les minéraux, y compris le ciment, en représentent 4%. Avec les larges ressources locales en produits de l'agriculture et la pêche, une part des produits transformés pourrait être produite localement et se substituer aux importations. Du poisson, de la viande transformée, des fruits et des légumes en boîte ou séchés sont des produits typiques de cette catégorie. Pour ce qui concerne les ressources minérales, une étude large de la reconstitution de la ressource doit être faite. Reconquérir le marché domestique par des produits «made in Cambodia» contribuera à l'amélioration de la capacité industrielle et de balance commerciale.

L'amélioration de la technologie et du contrôle qualité seront des sésames pour la croissance des industries agro-alimentaires et un contrôle sévère de la contrebande sera une condition absolue pour la promotion de ces industries.

#### *Les matériaux de construction*

La construction est une industrie importante au Cambodge, comptant pour 5% dans la production économique totale. Par rapport aux matériaux nécessaires, seulement une faible partie est produite localement, comme les briques. Comme l'expansion des centres urbains et des complexes industriels se poursuit, il y aura une demande non négligeable de matériaux de construction. Dans le but de reconquérir ce marché, il est nécessaire de pousser la production de matériaux de construction, y compris les produits secondaires du ciment, comme les tuyaux en béton, les blocs et panneaux, les tôles d'acier galvanisé, et des briques et tuiles plus sophistiquées. Les matériaux de construction sont volumineux et lourds, et sont en général éligibles à la substitution d'importation.

### ***La promotion de l'industrie de la chaussure***

L'avantage comparatif du Cambodge réside dans les industries à haute intensité de main d'œuvre. La production de chaussures est une industrie d'exportation bien développée, représentant un chiffre d'affaires annuel de 8 millions de USD. Des dispositions pour des conditions plus souples d'importation des matières premières et d'exportation des produits finis sont un facteur essentiel de la croissance de ce

secteur. Parallèlement, l'amélioration des technologies, incluant le dessin des modèles et le contrôle qualité, seront un support important à la croissance de l'industrie de la chaussure. Un partenariat entre les secteurs public et privé peut utilement être construit autour de ces activités..

### ***La mise à niveau, des Petites et Micro entreprises***

Les petites et micro (artisanat) entreprises (SME) sont une base indigène pour une plateforme industrielle cambodgienne. Bien que la production des SME ne soit pas encore très élevée, les elles sont avantageuses quant à la réponse rapide qu'elles peuvent fournir aux changements de la demande du marché, ainsi que par leur faible appel au capital et a leurs hautes potentialités d'emploi. Les technologies utilisées sont souvent conventionnelles ou traditionnelles, et il y a beaucoup de place pour des améliorations. Les capacités en gestion sont souvent rustiques et inefficaces. Le financement de SME par le secteur financier traditionnel est également faible. Ces défauts du marché doivent faire l'objet d'une intervention gouvernementale.

### ***L 'équipement en infrastructures compétitives***

Alors que les pays voisins comme la Thaïlande et le Vietnam ont été actifs pendant plus qu'une décade en réalisant des implantations industrielles dotées de structures compétitives, le Cambodge s'est fait distancer et a beaucoup moins à offrir aux investisseurs potentiels en matière d'incitation dans ses ZES. Les facteurs sont chers, en particuliers l'électricité. Les couts de transport sont beaucoup plus élevés que chez nos voisins, en particulier à Phnom Penh. Tant que cette situation n'aura trouvé remède, le Cambodge perdra sa marge de compétitivité (voir tableau ci-dessous).

**Coûts compares des IDE dans les différents pays de l'ASEAN**

Pays		Cambodge		Thaïlande	Chine		Vietnam	
Ville		Phnom Penh	Sihanoukville	BKK	Shenzhen	Shanghai	Hanoi	HCMN
Salaires mensuels USD	Travailleurs	60-70	60-70	140	40-110	190-280	75-115	96-140
	Ingénieurs cadres	100-500	100-300	300	120-250	280-460	190-310	155-290
	gestionnaires	500-2500	n.a.	620	340-720	430-910	470-540	470-620
	salaires légal minimum	45	45	3,71 jour	69,35	59,2	41,6	41,6
prix des terrains et	Terrain industriel vente \$/m <sup>2</sup>	20-40 hors IE	n.a.	30-70	14 (50 ans)	25 (50 ans)	80 (30 ans)	100 (40 à 50 an)
	Terrain indus. loué \$/m <sup>2</sup>	0,1-0,2	n.a.	inconnu	0,24	n.a.	0,22	0,23
	Bureau \$/m <sup>2</sup> /mois	oct-20	oct-20	10	12-14,5	30	22	16
	Appartement \$/mois	1000-2000	800-1500	1350-1460	360-970	2150-4000	1700	1800
	Electricité (\$/KWh)	0,21	0,21	0,04	0,09-0,12	0,07	0,07	0,07
	Eau (\$/m <sup>3</sup> )	0,2	0,25	0,21-0,36	0,23-0,29	0,15	0,23	0,23
	Téléphone (3 mn au Japon)	4,8	4,8	2,3	2,9	2,9	6,9	6,9
	Transport (conteneur 40 pieds de Yokohama, Japon)	1800	1600	1450	1250	700	1500	1500

*Source: Enquête de l'Equipe d'Etudes Industrielle sur le Cambodge, autres données de JETRO. Données de novembre*

### **Développement de l'image du Corridor de Croissance**

Le Corridor de Croissance est composé de trois sous zones, ayant des caractéristiques différentes. Le tableau qui suit décrit l'image actuelle et future du développement dans la zone du Corridor de Croissance.

### Matrice des orientations du développement économique

Sous zone	Présent	Court terme (jusqu'à 2008)	Moyen à long terme (jusqu'à 2015)
Zone de la Grande Capitale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accessoires de confection et chaussures (industries de main d'œuvre intensive)</li> <li>• Fourniture de produits agricoles pour la consommation urbaine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement d'industries de transformation</li> <li>• Industrie pour l'aéroport (haute valeur ajoutée, industries à haute intensité de main d'œuvre)</li> <li>• Matériels électriques/assemblage d'engins de transport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Extension de l'industrie de transformation agro-alimentaire</li> <li>• Développement des industries de substitution aux importations</li> <li>• Matériels électriques/assemblage d'engins de transport et production</li> <li>• Développement des industries des technologies de l'information</li> <li>• Centre logistique</li> </ul>
Zone de Sihanoukville	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accessoires de confection et chaussures (industries de main d'œuvre intensive)</li> <li>• Production de boissons</li> <li>• Produits de la mer (transformation)</li> <li>• Amélioration des facilités portuaires</li> <li>• Aménagements balnéaires pour les visiteurs locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement d'industries de transformation des produits de la pêche</li> <li>• Industries dues présence port : (accessoires de confection ; manufactures légères)</li> <li>• Extension de la production de boissons</li> <li>• Industries vers les activités portuaires (réparation navale, construction de bateaux)</li> <li>• Tourisme côtier pour les locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des industries de transformation des produits de la pêche</li> <li>• Développement des industries de substitution aux importations</li> <li>• Semi-assemblage d'équipements électriques/production</li> <li>• Extension de l'utilisation de machines usagées réutilisées, recyclées</li> <li>• Exportation de boissons</li> <li>• Produits touristiques côtiers pour visiteurs internationaux</li> </ul>
Zone intermédiaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Industries pour les habitation et artisanat</li> <li>• Production de fruits et de légumes</li> <li>• Elevage</li> <li>• Pêche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Extension de l'agriculture périurbaine pour la substitution aux importations</li> <li>• Modernisation des industries pour les habitations</li> <li>• Promotion du tourisme villageois</li> <li>• Transformation agro et pêche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite du développement des industries de transformation des produits de la pêche pour l'exportation</li> </ul>